

Chronique : Georges Plomb

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): **28 (1982)**

Heft 7

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Ils reculent, ils piétinent Socialistes suisses déchirés

Socialistes qui reculent et se déchirent. Bourgeois qui avancent et qui sourient. La Suisse de Fritz Honegger prend subitement le contrepied de la France de François Mitterrand. Pour la gauche helvétique, l'avertissement est cinglant. Il y a peu, il n'y avait guère que notre petit parti communiste à recevoir des gifles. Maintenant, c'est le Parti socialiste suisse — le plus grand du pays — qui rate presque tous ses matches. Détail aggravant, il les perd dans ses places fortes : Vaud, Berne, Bâle, Zurich. A Zurich, il menace de se casser en deux. A Bâle-Ville, le drame est consommé. Le parti suisse en est lui-même ébranlé. Si tout continue aussi mal, les élections fédérales d'octobre 1983 seront son Waterloo.

C'est en 1982 que la chance tourne pour le Parti socialiste suisse. Jusqu'alors, le bilan de ses bonds en avant et de ses bonds en arrière était à peu près équilibré. Depuis le début de l'année, il ne sait plus que piétiner ou reculer.

Liste noire

Où les socialistes reculent-ils ? A Schwyz, Bâle-Ville et Saint Gall en 1980. A Soleure en 1981. A Zurich (la ville), Vaud et Berne en 1982.

Où les socialistes piétinent-ils ? Aux Grisons, à Bâle-Campagne et dans les Rhodes Extérieures d'Appenzell — en 1982 toujours.

Ces élections sont de toutes sortes : parlementaires ou gouvernementales, cantonales ou communales. Mais la tendance est la même partout. C'est cela — pour les socialistes — qui est grave.

Suisse romande : léger mieux

A côté, les succès récents du Parti socialiste se font rares. A Zoug en 1978. A Schaffhouse et Thurgovie en 1980. Plus encore à Neuchâtel, Genève et Fribourg en 1981. Incidemment, la Suisse romande — malgré les mauvais résultats vaudois — ne se comporte pas trop mal. Prochaine épreuve pour les socialistes : les élections du 24 octobre dans le canton du Jura.

Mais l'affaire se complique. Les Partis socialistes qui piétinent ou reculent sont de toutes les couleurs. Rouge vif dans les cantons de Vaud, Bâle et Zurich, rose tendre presque partout ailleurs. Même bariolage chez les gagners : si Genève est lui aussi rouge vif, les autres sont plutôt rose tendre.

Désemparé

Que faire pour retrouver la chance ? A l'évidence, le Parti socialiste suisse est désemparé. Tout d'abord, parce que son influence sur les partis cantonaux n'est pas illimitée. Ensuite, parce qu'il serait bien embarrassé de leur donner les meilleurs conseils. Début mai, il semble qu'il ait trouvé. Son comité central — réuni en grand secret — vote à l'unanimité une sorte de programme à court terme. L'unité entre les grandes ailes du parti — gauche remuante et droite gestionnaire —

paraît renouée.

Que suggère ce programme à court terme ?

Un nouveau financement des assurances sociales — où les employeurs recourant à beaucoup de main d'œuvre paieraient moins que les employeurs recourant à beaucoup de capitaux. Le blocage des subventions fédérales à l'assurance maladie maintenu depuis 1976 devrait cesser de s'exercer au détriment des travailleurs. La croissance de l'économie devra tenir compte de la protection de l'environnement.

L'emploi

Une garantie de l'emploi. Il s'agit — dit le programme à court terme — du « premier commandement ». Les réductions de temps de travail, les formules de travail temporaire, la retraite à la carte, l'accroissement des vacances et l'amélioration du recyclage doivent cesser d'être des tabous.

Une politique de paix. Loin de se désolidariser des mouvements pacifistes, le Parti socialiste — dans son programme à court terme — les approuve. Il rappelle son initiative populaire — en cours de récolte de signatures — pour le droit de référendum en matière de crédits d'armement.

En vrac, le Parti socialiste suisse plaide pour un Etat sans surveillance policière tracassière des citoyens, pour son initiative populaire bancaire en suspens (elle rendrait le secret bancaire moins opaque), pour la réalisation — enfin ! — de l'égalité des droits hommes-femmes, pour un droit d'intervention politique dans des secteurs jusqu'ici réservés à l'économie privée (comme la hausse des taux hypothécaires), pour la participation des travailleurs dans les entreprises et pour la cogestion.

Le gros drame de Bâle

Unité et punch retrouvés ? Que non ! La polémique entre socialistes reprend de plus belle. A deux niveaux.

• A Bâle-Ville. Le Parti socialiste se coupe en deux. Il s'agit là de l'épilogue d'une longue série de conflits et d'exclusions. Au Gouvernement cantonal d'abord : des trois Conseillers d'Etat d'origine socialiste, un seul est resté officiellement membre du parti, les

deux autres sont des dissidents de droite. Au Parlement cantonal ensuite ; les 37 socialistes se divisent en deux clans, l'un fait de socialistes orthodoxes (plutôt de gauche), l'autre de membres d'une communauté d'action des socio-démocrates et des syndicalistes (plutôt de droite). Dans le parti lui-même enfin : la scission — ô ironie — intervenait quelques jours à peine après le conclave unitaire du parti suisse. En ville de Zurich, cela ne va guère mieux. Socialistes (de gauche) et syndicalistes (de droite) présentaient des listes séparées aux dernières élections communales — permettant ainsi aux bourgeois de retrouver une majorité perdue depuis 1928.

La tête de Ziegler et Masnata ?

• Dans le parti suisse. Là, c'est le Fribourgeois Félicien Morel — conseiller d'Etat, président du groupe parlementaire des Chambres fédérales et membre de l'aile droite — qui ouvre les hostilités. Il s'en prend avec ardeur au programme à court terme, doute que des thèmes comme l'autogestion, les initiatives populaires sur les banques ou par le référendum en matière de crédits d'armement intéressent les travailleurs, dénonce les incompatibilités entre l'aile gauche et l'aile droite du parti, n'est pas loin d'exiger des têtes comme celles du Vaudois François Masnata ou du Genevois Jean Ziegler. Quelques semaines plus tôt, lors d'un congrès du Parti socialiste suisse à Interlaken, Félicien Morel avait tenu des propos tout aussi rugueux à l'égard de militants socialistes zurichois.

Règlement de comptes à Lugano

Le Parti socialiste suisse se porte mal. Il paraît s'engager dans une période de règlements de comptes internes et, peut-être, de nouvelles défaites. Conflit droite-gauche. Conflit anciens-modernes. Conflit aussi sur la participation au Gouvernement de la Suisse (les socialistes ont deux hommes sur sept au Conseil fédéral, se retrouvent dans la plupart des gouvernements cantonaux).

Il faut maintenant viser novembre 1982. Le parti socialiste suisse — réuni en congrès à Lugano — devrait y mettre le point final à son nouveau programme à long terme. La généralisation de la cogestion en Suisse aurait dû en former l'un des points centraux. Juste avant les élections fédérales d'octobre 1983, c'est peut-être, pour les socialistes, le congrès de la dernière chance. Ou du dernier sursaut.

Georges Plomb